



DECLARATION 1^{er} MAI 2014

Comme réponse à la sanction électorale des municipales, le Président de la République vient de nommer Manuel Valls à Matignon. Devant les députés, le nouveau Premier Ministre, vient de préciser le cap politique pour les années qui viennent.

Cela se résume en quelques mots : austérité renforcée, sacrifices et reculs sociaux amplifiés pour les salariés et nouveaux cadeaux pour le patronat et les grands actionnaires du CAC 40 !

C'est la poursuite et l'aggravation des politiques précédentes qui n'ont fait que nous enfoncer dans la crise et la régression sociale. Tous les salariés en payent le prix fort au quotidien.

Avec Manuel Valls, c'est le « pacte de responsabilité » puissance 2 ! Cet autisme politique nous mène droit dans le mur ! Nous poursuivrons notre combat contre ce pacte.

Cette politique d'austérité alimente le terreau sur lequel grandissent idées les plus réactionnaires, le repli sur soi et la peur de l'avenir. Dans toute l'Europe, les idées d'extrême droite trouvent un écho en avançant des fausses solutions, dangereuses, en faisant mine de reprendre à leur compte les aspirations des salariés ! C'est un leurre pour avancer masqués !

Le Premier Ministre reprend à son compte le trop fameux « coût du travail » cher au patronat. Thème dominant dans le débat public sans jamais aborder la cause réelle de la crise actuelle : celle du coût du capital.

Le MEDEF rêvait d'en finir avec le financement de la sécurité sociale, par le biais des cotisations sociales : le nouveau Premier Ministre l'impose dans sa déclaration de politique générale à l'assemblée. Tout comme il impose le pacte de responsabilité dans un vote global qui ne laisse aucune autre alternative.

Pour faire semblant d'avoir écouté les électeurs, il propose un « pacte dit de solidarité » au moment où ses annonces vont aggraver les sacrifices pour les salariés.

Ce « pacte de solidarité » s'apparente fortement aux « contreparties » avancées comme une compensation aux cadeaux fiscaux et régressions sociales contenues dans le pacte de responsabilités.

Pour nos 4 organisations syndicales régionales, il n'y a pas de contreparties négociables à la fin programmée de la sécurité sociale.

Cerise sur le gâteau, le nouveau gouvernement et le Président de la République annoncent un bouleversement total des structures politiques de notre république. Elle se traduirait par une concentration des pouvoirs et l'éloignement des citoyens que nous sommes des centres de décisions remettant en cause la légitimité démocratique des collectivités territoriales.

Face à ces projets néfastes, la seule solution est une mobilisation sociale bousculant tous les scénarios envisagés d'avance qui ne visent qu'une chose au final : satisfaire les appétits des grands actionnaires et limiter toute intervention sociale et citoyenne.

A contrario, si nous voulons sortir de la crise et des difficultés sociales, il faut :

- Augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux ! Il y a urgence !
- Investir dans l'emploi, et la formation professionnelle et initiale.
- Répartir les richesses et s'attaquer aux logiques capitalistes.
- Obtenir des droits nouveaux et réels pour les salariés dans les entreprises.

NOTRE MOBILISATION PEUT TOUT CHANGER !

C'est la raison pour laquelle nos unions régionales CGT/FO/FSU et SOLIDAIRES invitent tous les salariés à se mobiliser ensemble et en masse pour faire de ce 1^{er} mai 2014 une grande journée de mobilisation et de lutte.

Ce premier mai, c'est la journée des travailleurs(es) qui produisent les richesses !

<p style="text-align: center;">MANIFESTATION LE 1^{er} MAI 2014 A 15 H 00</p> <p style="text-align: center;">DE BASTILLE A NATION</p>

Ne laissons pas le MEDEF faire sa loi et imposer ses lois !